

■ INTRODUCTION

Travailler ou ne pas travailler ensemble ? D'abord rejeté comme une pratique servile ou une aliénation, le travail est désormais considéré comme un facteur d'émancipation. En tant qu'action sur la matière, il modifie et transforme l'environnement de l'homme. Il révèle son pouvoir autant qu'il construit l'identité du travailleur. Or, en tant qu'activité de production, le travail n'est pas une œuvre isolée, mais de société : il ne s'agit pas d'un travailleur, mais des travailleurs. En effet, des relations s'établissent entre les différents acteurs du travail. Alors, comment et pourquoi se font et se défont ces relations entre les hommes et les femmes lors de ces activités ? Telle est la vieille et sempiternelle question qui a préoccupé le syndicalisme et, plus largement, les mouvements sociaux des années soixante à soixante-dix ayant pour cible le taylorisme et ses effets sur le travail humain. Durant une trentaine d'années de recherches visant à mieux comprendre les conditions de travail, les manières de travailler et le métier d'agriculteur et d'agricultrice, cette question s'est maintes fois imposée à moi sans que je ne m'en saisisse particulièrement. C'est elle que je me propose de « travailler » dans cet ouvrage.

Dans le Sarladais de 1901, 90 ménages sur 128 sont agricoles à Marcillac-Saint-Quentin. En 2004, ils n'étaient plus que 12 sur 285. Parallèlement, de 36 760 éleveurs de porcs en Côtes-d'Armor en 1966, le nombre chute à 2 190 en 2004. Observées dans des espaces géographiquement distincts, en quoi ces évolutions démographiques rendent-elles compte de la transformation du travail agricole et, plus précisément, des manières de travailler des agriculteurs ?

L'exode rural des années cinquante était vécu comme une longue disparition silencieuse d'hommes et de femmes de leur territoire d'origine. Alors, des mouvements, telle la JAC¹, ont tenu à défendre la dignité

1. La JAC — Jeunesse agricole catholique — est habituellement présentée comme ayant été le creuset essentiel de la formation d'une nouvelle élite paysanne française, à l'origine de la « révolution silencieuse » des campagnes au milieu du XX^e siècle.

du métier d'agriculteur, tandis que des collectifs plus ou moins isolés (Ceta², Civam³...) cherchaient à transformer les techniques de travail en tentant d'allier leur quête technique à celle de leur métier. Ainsi, au long du dernier siècle, c'est au niveau quotidien et pratique du travail — dans l'usage des techniques et les manières d'être ensemble — que s'opèrent conjointement une dynamique d'exclusion et de sélection de la population agricole et d'individualisation de leurs manières de travailler. C'est là notre hypothèse préalable.

Cet ouvrage reprend les travaux qui ont marqué mon parcours professionnel débuté au laboratoire d'ergonomie du Cnam dirigé alors par Alain Wisner. Puis, ce sont des questions plus sociologiques qui l'ont orienté au sein de l'Inra. Il se propose d'analyser l'évolution de la dimension collective du travail des agricultrices et des agriculteurs, mais aussi les implications de cette évolution sur leurs manières de travailler, de concevoir leur métier et d'être ou ne pas être ensemble. Comment, au cours d'un siècle, se sont opérés le déliement des relations de travail des agriculteurs et l'individualisation des manières d'exercer leur métier en France, au point de les vulnérabiliser ?

L'individualisation dans le travail est un construit sociohistorique (Le Bart, 2008). Cette expression de l'histoire sociale est le produit des conceptions du monde qu'elle met en avant, des techniques matérielles du travail et des manières de les utiliser. De la notion d'individualisation, nous retiendrons trois problématiques : l'autonomie, l'isolement dans le travail et la recomposition des collectifs. D'un côté, l'individualisation est portée dans des contextes professionnels qui valorisent l'identité : agriculture d'entreprise, *bio*... De l'autre, elle est le plus souvent subie par des populations considérées comme des individus relégués aux marges ou exclus des métiers. Dans cette perspective, les liens entre les individus et les déliements des collectifs instaurent une dynamique sur la durée. Dans les contextes de travail, celle-ci contribue aux inégalités sociales qui s'opèrent, en privilégiant ceux qui s'inscrivent dans les collectifs au détriment des autres.

Les pratiques quotidiennes du travail sont le plus souvent façonnées par des normes. Dans le travail agricole, celles-ci sont d'abord des constructions historiques, bien souvent reliées à des territoires ; ce qui renforce leur portée identitaire. Ces pratiques ont été élaborées au travers de multiples échanges techniques et une conception du travail organisée

2. CTA : Centre d'études techniques agricoles.

3. Civam : Centre d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural.

à partir d'un répertoire commun d'histoires, d'épreuves et d'expériences, de gestes, de mots et de symboles. C'est ainsi que l'on peut définir des communautés de travail, en référence aux communautés de pratiques de Wenger (1999).

Deux catégories de normes orientent le travailleur. Certaines normes s'imposent à lui : ce sont des prescriptions qui émanent d'autorités (hiérarchiques, scientifiques...). D'autres normes sont véhiculées par des techniques qui orientent et encadrent les manières de faire. Elles définissent les modèles de leurs utilisateurs et de leurs activités (Béguin, 2007). Ces artefacts peuvent être les produits des communautés de pratiques. Ainsi, les charrues anciennes se distinguaient selon les territoires de leur conception et les caractéristiques de leur sol. Plus encore, elles étaient adaptées aux exigences de chaque utilisateur par le forgeron local (Haudricourt et Brunhes-Delamarre, 1955). Lorsqu'elles n'émanent pas des communautés ou des pairs, c'est-à-dire de ceux qui partagent les mêmes épreuves du travail, les normes sont exogènes. Les partenaires des agriculteurs autres que leurs pairs — conseillers techniques, acteurs publics chargés de l'application des textes, associations de défense de la nature ou des consommateurs, collectivités territoriales et riverains d'exploitations — se posent ainsi en prescripteurs des bonnes manières de faire : un *one best way* poursuivant la perspective du taylorisme. Pour ces adeptes d'une approche « descendante » de la normalisation, il s'agit de produire plus, « mieux », « plus propre » ou « plus sain », voire « plus éthique ». D'autres normes sont endogènes. Elles ont été construites par les travailleurs eux-mêmes ou par leurs collectifs pour faire face aux problèmes rencontrés. Empiriques, elles sont qualifiées d'ascendantes parce qu'elles proviennent de la « base » : ceux qui la mettent en œuvre. Dès lors, la normalisation du travail est une construction issue de la dynamique des normes et de leur mise en œuvre sur la durée. Elle conduit donc à s'interroger sur la relation qui s'opère entre une norme et son appropriation ; c'est-à-dire à élucider le passage de la tâche à l'activité : de ce qui doit être fait à ce qui se fait (Daniellou, 2002).

Ce passage de la norme aux manières de faire rend compte de la construction d'une expérience singulière acquise par ceux qui travaillent de normes en normes. Selon Canguilhem (1966), cette expérience met en évidence la normativité des individus et des collectifs, c'est-à-dire leur capacité à inventer et à s'approprier des normes en mettant en œuvre de nouvelles normes, mieux adaptées à leurs situations. Ils contribuent ainsi à enrichir les manières de travailler des communautés dans lesquelles ils sont insérés. Les limites d'une telle normativité soulignent les critères

d'appropriabilité des normes. En effet, la norme doit proposer des objectifs à celui qui travaille pour guider son action. Elle doit aussi favoriser le dialogue avec ses pairs afin d'entretenir et de générer des manières de faire collectives. Il lui faut aussi encourager sa mise en œuvre par des collectifs, et ce malgré leur diversité et celle des individus qui les composent. Plus largement, la norme doit être compatible avec les contraintes socio-économiques des situations. Dès lors, la normalisation distingue et isole les individus et les collectifs sélectionnés de leurs pairs exclus. Dans les collectifs, ce mouvement de distinction et de sélection est nourri par la confrontation entre les manières de faire propres à certains individus — fruit de leur normativité — et les normes instituées par leurs pairs. C'est ainsi que s'alimente l'évolution des manières de faire au sein des communautés de travail. Dans ces situations, la nouvelle norme est inappropriable pour certains travailleurs parce qu'ils se trouvent exclus de fait des communautés de travail reconstruites. La normalisation peut ainsi mettre des travailleurs à l'écart de l'organisation sociale du travail qui se transforme, en les privant de l'accès aux nouvelles techniques et aux repères nécessaires pour concevoir et réorienter leurs manières de faire. Une telle privation ne leur permet plus de se positionner et d'affirmer leur identité auprès de leurs pairs et, plus largement, parmi leurs relations sociales. Ces travailleurs se trouvent alors socialement désinsérés : ils sont désaffiliés (Castel, 1995). Dès lors, la normalisation opère un mouvement de sélection et de désaffiliation. C'est cette dynamique que je propose de décrire et d'analyser à partir de cas illustrant la normalisation du travail agricole au long du dernier siècle.

Je soutiendrai l'hypothèse que le déliement des relations de travail entre les agriculteurs — le travail tel qu'ils le pratiquent : sa conception, ses techniques et son organisation — ou à son occasion — l'inscription de ce travail à différentes échelles de la société — les vulnérabilise. En effet, les liaisons entre les individus et les déliements des collectifs s'effectuent de manière dynamique dans le temps pour s'exprimer dans les contextes de travail. Ils contribuent ainsi aux inégalités sociales qui s'opèrent en privilégiant ceux qui s'inscrivent dans des collectifs au détriment des autres.

Pour comprendre comment se construisent et se transforment les manières individuelles et collectives de travailler des agriculteurs, je m'appuie sur mes enquêtes effectuées depuis la fin des années soixante-dix, auprès d'agriculteurs de différentes régions et productions en France. Il s'agit d'enquêtes réalisées dans des perspectives historiques, ergonomiques et sociologiques : les unes sont plus orientées vers

l'élucidation des conditions de travail, les autres sont d'avantage attentives aux transformations du métier d'agriculteur. Ces enquêtes reposent sur des entretiens avec des agriculteurs mais aussi l'observation — parfois participante — de leurs activités. Ces entretiens sont le plus souvent individuels. Parfois, des débats ont été organisés à la suite d'une série d'entretiens pour faire s'exprimer les agriculteurs impliqués et soumettre au débat nos résultats provisoires, la variété des positions et des manières de faire des enquêtés. Ce matériau, issu de terrains souvent longuement enquêtés mais toujours circonscrits, a été relativisé par sa mise en regard d'archives, de la littérature professionnelle agricole et plus largement des données bibliographiques de cadrage.

Le premier chapitre de cet ouvrage propose de discuter la transformation du travail de la cultivatrice ; cette femme dont l'activité est rythmée par le travail dans des collectifs professionnels et domestiques en pays sarladais, au début du XX^e siècle. Comment les manières de travailler, qui se mettent en place alors au travers de l'usage de nouvelles techniques, excluent la cultivatrice de ses collectifs ? Comment se retrouve-t-elle de plus en plus isolée et cantonnée dans le travail domestique, tout en accroissant sa dépendance lorsqu'elle effectue des travaux agricoles ?

À partir d'archives et d'entretiens, nous montrons comment une commune rurale du début du siècle devient agricole à l'orée de la seconde guerre mondiale. En effet, cette spécialisation est surtout le fruit de bouleversements techniques qui recomposent la population au travail, son organisation et ses manières de travailler. La mobilisation du travail pour la survie de la communauté reposait sur l'emploi de tous et des techniques appropriées à ses ressources et ses exigences sociales. Elle se transforme en une production qui s'individualise d'autant plus qu'elle se destine au marché et s'appuie sur des techniques standardisées. Les collectifs de travail en sont alors fortement réduits. Dans un contexte de développement de la petite propriété au détriment de quelques grandes exploitations, du colonage et du métayage, les femmes sont exclues des travaux mécanisés pour maintenir l'emploi des hommes. Leurs activités agricoles prennent alors le statut d'aide. Avec la disparition des veillées de travail et des grandes lessives, elles sont orientées vers le travail domestique, isolées ou cohabitant de manière problématique avec les anciens.

Le second chapitre examine la pression de la politique de modernisation de l'après-guerre sur le travail des agriculteurs. Il explicite les transformations des manières d'exercer ce métier jusqu'à la charnière des

années cinquante à soixante, lorsque se mettent en place les premières expressions de la cogestion de l'agriculture entre l'État et la « profession organisée ». Comment une politique publique transforme-t-elle alors les manières de travailler ? Plus précisément, comment cette transformation influence-t-elle les nouvelles manières collectives de faire des uns, alors qu'elle accroît l'isolement ou la mise à l'écart des autres, redéfinissant ainsi les contours du métier ? À partir des documents et des archives, nous montrons comment se met en place une politique de transformation du métier d'agriculteur dans la France d'après-guerre. En effet, la production agricole est une priorité politique pour résoudre la pénurie alimentaire et réduire l'importation de denrées. Pour ceux qui définissent et orientent la mise en œuvre du premier plan de modernisation de l'agriculture, il s'agit de transformer un « état de paysan » en un métier d'agriculteur en suivant le modèle de l'entreprise. L'Institut pour l'organisation scientifique du travail agricole est ainsi créé pour compter et standardiser le travail. Tandis que les centres d'études techniques agricoles (Ceta) s'attachent à valoriser le métier au travers de sa technicité dans des collectifs élitistes, la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) cherche à relier un projet évangéliste à la conquête de la dignité du métier d'agriculteur. Le projet partagé vise à rompre avec l'expérience familiale et territoriale des manières de travailler par l'acquisition des méthodes savantes. Dès lors, les promoteurs d'une agriculture d'entreprise sont confrontés aux exclusions qu'implique leur modèle. Le soutien à l'émigration des agriculteurs passe alors par un discours de naturalisation de la sélection qui s'opère, tandis qu'en parallèle sont valorisés les départs. Ce qui permet de déculpabiliser ceux qui restent.

Le troisième chapitre cherche à comprendre l'influence de « l'agriculture de groupe » dans les années soixante. En effet, cette agriculture devient alors un modèle partagé par les représentants professionnels et par l'État au sein d'un ministère cogéré. Issu d'une utopie qui prit naissance dans l'entre-deux-guerres, comment ce nouveau modèle des bonnes manières d'exercer le métier d'agriculteur a-t-il pu inverser les valeurs qui l'avaient fait naître ? En formalisant et en chiffrant les relations qu'entretiennent les individus au sein de ces nouveaux collectifs, comment a-t-il pu sélectionner certains agriculteurs et en condamner d'autres à la marge, voire à l'exclusion du métier ? À partir d'entretiens, de documents et d'archives, nous montrons comment les lois d'orientation agricoles de 1960 et 1962 promeuvent l'émergence du modèle d'un agriculteur professionnel spécialisé, tandis que « l'agriculture de groupe » est censée permettre à tous l'accès aux techniques nécessaires

à cette spécialisation. C'est ainsi que s'opère la transition entre une entraide de proximité, ancrée dans des pratiques de sociabilité, et une organisation du travail fondée sur des critères de rentabilité. Parce que l'entreprise agricole ne peut être rentable au point de rémunérer le travail familial, des textes sont promulgués pour gérer l'exode rural. L'entreprise est alors spécialisée et dissociée de la famille pour accroître la productivité du travail. Parallèlement, les textes organisent la réduction de la population au travail, en excluant les plus âgés et en instaurant des seuils d'accès pour les plus jeunes. Ils incitent même au départ de ceux qui sont qualifiés de « surnuméraires ».

Le quatrième chapitre examine le cas des éleveurs de porcs, emblématiques d'une industrialisation du travail d'élevage et de la transformation de l'agriculteur en entrepreneur. L'analyse de ce cas permet de comprendre les détails de la formalisation des manières de travailler des éleveurs au sein d'un métier. Comment une telle formalisation, qui repose sur l'usage d'outils de gestion, modifie-t-elle les rapports entre les pairs en matière de concurrence et d'isolement ? Plus largement, comment les nouvelles manières d'exercer le métier d'éleveur — que sous-tend la notion d'entrepreneur — impliquent une individualisation de leur travail ? Chez les éleveurs de porcs, cet isolement dans le travail est accentué parce que leur métier peut s'exercer seul et dans des bâtiments fermés, notamment pour des raisons sanitaires. Soumis à des crises économiques plus ou moins cycliques, ces éleveurs isolés et en concurrence deviennent alors particulièrement vulnérables.

Le chapitre cinq met en évidence un travail laissé dans l'ombre : celui des agricultrices. Plus précisément, il cherche à montrer pourquoi et comment le travail de ces femmes a pu sembler inexistant. Comment l'absence de reconnaissance institutionnelle de leur travail a-t-elle pu trouver un écho au sein de leurs exploitations ? Pourquoi ces femmes isolées ne trouvent pas parfois les mots pour faire reconnaître ce qu'elles font ? Ces agricultrices se transforment ainsi en « travailleuses de l'ombre » selon leurs dires. D'autant plus que les recensements de la population agricole peinent à assurer une homogénéité de leur évaluation sur la durée, accentuant ainsi le flou de leur situation. Dès lors, leurs travaux professionnels sont recouverts par le voile de leurs activités domestiques ; ce qui renforce d'autant leur dépendance et leur isolement.

Le chapitre six resitue le travail d'une catégorie souvent occultée d'agriculteurs au sein du monde agricole : celui des *bio*. Minoritaires, ces agriculteurs sont aussi singulièrement isolés. Pourtant, les minorités n'auraient-elles pas tendance à créer et à entretenir des liens pour se soutenir et

échanger leurs expériences ? C'est à la compréhension de ce paradoxe que s'attache ce chapitre en repartant de l'histoire de la *bio*, de son éthique, des carences de sa prise en compte et des contraintes qu'elle a impliquée dans les manières d'exercer leur métier pour les éleveurs qui ont choisi cette orientation. L'isolement des éleveurs *bio* peut alors s'expliquer par l'idéal d'autonomie qui les guide et les contraint tout autant. En soulignant l'importance majeure de la singularité des situations d'élevage pour résoudre les problèmes techniques et s'opposer à la standardisation de l'agriculture, ces éleveurs sont conduits à limiter leurs éventuels échanges. C'est ainsi que certains s'inscrivent dans des collectifs territoriaux pour éprouver leur œuvre en termes techniques et identitaires, alors que d'autres gardent une posture ascétique. Tandis que le marché et la spécialisation tendent à dissocier les agriculteurs « conventionnels », certains éleveurs *bio* s'organisent collectivement pour préparer des paniers, acheter en commun et partager des étals de vente de leurs produits. Ainsi, l'isolement de certains agriculteurs *bio* peut les conduire à construire des collectifs, de préférence à la périphérie de leur métier : dans des tâches commerciales plutôt que d'agriculture. Ils renouent ainsi avec l'origine de la *bio* lorsque celle-ci, à la fin des années cinquante, émerge comme un projet de société élaboré sans les agriculteurs. Mais cette fois-ci, la mise en société est à l'initiative des agriculteurs.

Enfin, le dernier chapitre vise à comprendre les transformations du métier d'agriculteur dans le contexte d'un territoire du travail agricole aujourd'hui recomposé. Il s'agit de s'interroger sur le rôle de la rurbanisation en tant que mouvement de redistribution des populations urbaines dans les espaces ruraux : comment influence-t-elle leurs manières d'y travailler ? La recomposition de l'espace rural souligne en effet l'existence d'un travail agricole dont le sens social a changé. C'est ainsi que s'est opérée une déterritorialisation des agriculteurs, au sens où ils semblent avoir perdu la capacité de s'approprier leur espace de résidence et de travail. Sans s'être déplacés, ils deviennent des étrangers dans leur territoire d'origine. Pour expliquer cette transformation à l'œuvre, nous comparons comment des éleveurs de porcs et des viticulteurs font face aux critiques qui dénoncent les risques que leur travail fait encourir aux populations de leur territoire. Ces critiques sont l'expression de nouvelles normes qui renversent le rapport du travail des agriculteurs à la société. Ce travail ne joue plus son rôle d'intégrateur, mais devient vecteur de leur désinsertion sociale.